

ONG Quand RSF couvre la CIA



Reporters sans frontières jouit, en France, d'une honorable réputation, tandis que des médias latino-américains l'accusent d'être à la solde de la NED/CIA. L'association collecte plus de 2 millions d'euros par an auprès du public français pour venir en aide aux journalistes opprimés dans le monde. En réalité, seulement 7 % du budget général de RSF est affecté à sa mission principale. La véritable activité de l'association, depuis qu'elle a conclu un contrat avec l'officine d'Otto Reich, c'est la lutte contre les régimes progressistes latino-américains (Cuba, Haïti, Venezuela).

page 2

Israël : vers un rééquilibrage entre Washington et Moscou

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'ancien chef du Mossad, Efraïm Halevy s'inquiète de la place d'Israël dans le plan états-unien de remodelage du Proche-Orient. Les négociations israélo-palestiniennes risquent de ne plus être qu'une variable d'ajustement de la politique de Washington et Tel-Aviv pourrait se voir déposséder de son ancienne influence. C'est dans ce contexte que Silvan Shalom, Shimon Peres et Yuval Shteinitz vantent les relations russo-israéliennes.

page 6

REPÈRE : 15 AVRIL 1834

Le massacre de la rue Transnonain

En lutte contre la Monarchie de Juillet (1830), les républicains de la Société secrète des Droits de l'Homme (François et Étienne Arago, Louis Blanc, Victor Schœlcher, Alexandre Ledru-Rollin, Auguste Blanqui) entretiennent l'agitation. Suite à l'interdiction des associations, une émeute républicaine éclate le 15 avril 1834 à Paris. Alors qu'elle se prépare à donner l'assaut à une barricade dans la rue Transnonain, l'armée essuie des tirs depuis les toits du numéro 12 et un officier est tué. Ordre est alors donné aux soldats de « balayer la vermine ». Les portes des appartements sont enfoncées et les habitants (hommes, femmes et enfants) massacrés au pied du lit à coup de baïonnette. Un autre immeuble est détruit, avec ses habitants, à coups de canon. Cet événement inspira, *Le massacre de la rue Transnonain*, célèbre dessin d'Honoré Daumier. L'émeute est écrasée, puis les lois de septembre 1835 interdisent toute critique de la personne du roi, tout rassemblement public et imposent la censure préalable à toute chose imprimée, sous peine de baigne. ■



DES ENFANTS DE 18 ANS, DES BD ET DES ARMES

À l'approche du Jour des forces armées états-unien (21 mai 2005) et du Memorial Day en hommage aux anciens combattants (30 mai 2005), le Département de la Défense lance une campagne de soutien aux troupes, dans un esprit assez particulier (voir photo) qui risque d'être fort mal interprété par ceux qui représentent le seul vrai soutien vital pour les troupes sur le terrain, ou encore les fans de bandes dessinées Marvel.

Car cette période de l'année sonne également le début de la *driving season* (saison de la conduite) occasionnant une nette augmentation de la demande domestique en pétrole, et par ailleurs les combats s'intensifient en Irak, stimulant considérablement la consommation déjà énorme de l'armée U.S.. Le Congrès états-unien a donc voté dans l'urgence un programme de subventions à l'industrie pétrolière de 8 milliards de dollars, soit les trois quarts de la somme demandée par l'IAGS pour « libérer l'Amérique de sa dépendance vis-à-vis des importations ». Ainsi, les raisons officielles de la visite du Prince Abdallah d'Arabie Saoudite à George W. Bush peuvent difficilement cacher la sombre réalité de l'Empire. ■

ONG

Quand RSF couvre la CIA

Reporters sans frontières jouit, en France, d'une honorable réputation, tandis que des médias latino-américains l'accusent d'être à la solde de la NED/CIA.

L'association collecte plus de 2 millions d'euros par an auprès du public français pour venir en aide aux journalistes opprimés dans le monde. En réalité, seulement 7 % du budget général de RSF est affecté à sa mission principale. La véritable activité de l'association, depuis qu'elle a conclu un contrat avec l'officine d'Otto Reich, c'est la lutte contre les régimes progressistes latino-américains (Cuba, Haïti, Venezuela).



Otto Reich, Robert Ménard et César Alarcon (du MCUD, extrême-droite cubaine exilée à Miami, Floride)
(Photomontage)

Lors des procès de La Havane, en 2003, Nestor Bager a publiquement mis en cause Robert Ménard, qu'il a accusé de collusion avec les services secrets états-uniens. Dans la même période, Reporters sans frontières (RSF), dont M. Ménard est le directeur exécutif, a mené campagne contre le gouvernement

cubain, qu'il accuse d'emprisonner les journalistes dissidents. Depuis lors, la polémique n'a cessé de s'envenimer jusqu'à ce que la journaliste états-unienne Diana Barahona, du Northern California Media Guild, franchisse un pas de plus en accusant Reporters sans frontières d'être financé par la NED/CIA et d'écrire ses rapports sous l'influence de l'administration Bush.

Nous avons relayé cette controverse sur notre site espagnol, Red Voltaire, et nous regrettons de l'avoir fait sans nuances. En effet, l'enquête de notre correspondant canadien, Jean-Guy Allard, et les vérifications de notre bureau français montrent que le financement direct de RSF par la NED/CIA est anecdotique et récent, de sorte qu'il n'a pas pu avoir d'influence sur son activité. Nous présentons donc nos excuses à Reporters sans frontières. Nous regrettons d'autant plus cette erreur qu'elle masque des faits fort surprenants.

Initialement conçue pour envoyer des reporters témoigner de l'action d'ONG humanitaires, Reporters sans frontières a évolué pour devenir une organisation internationale de soutien aux journalistes réprimés. L'association a été reconnue d'utilité publique par décret du Premier ministre Alain Juppé, le 19 septembre 1995. Ce statut lui a donné un accès plus facile aux financements publics qui représentent, dans les derniers comptes publiés [1] 778 000 euros. Ils proviennent des services du Premier ministre français, du ministère français des Affaires étrangères, de l'Agence intergouvernementale de la francophonie, de la Commission européenne, de l'OSCE et de l'UNESCO. RSF peut aussi compter sur le mécénat privé (FNAC, CFAO, Hewlett Packard, Fondation Hachette, Fondation EDF etc.) pour environ 285 000 euros. Toutefois, l'essentiel du budget provient de la générosité du public, notamment lors de la vente de l'album annuel pour la liberté de la presse et d'opérations spéciales, soit 2 125 000 euros sur un budget total de 3 474 122 euros.

Or, l'activité concrète de Reporters sans frontières est très éloignée de ce que les donateurs croient financer. Le fonds d'assistance aux journalistes opprimés, c'est-à-dire le paiement des honoraires des avocats des journalistes emprisonnés, le soutien matériel à leurs familles, le développement des Maisons des journalistes, tout cela qui représente le cœur de l'activité officielle de l'association et la raison de la générosité du public ne reçoit que... 7 % du budget général ! Vous avez bien lu : pour 1 euro donné pour les journalistes opprimés, seuls 7 centimes arrivent à destination.

Où passe donc le reste ?

La véritable activité de Reporters sans frontières est de conduire des campagnes politiques contre des cibles déterminées. Elles seraient légitimes si, comme la Fondation Soros [2], elle n'instrumentalisaient pas la liberté de la presse au point de l'évoquer pour justifier des violations graves du droit international. À titre d'exemple, RSF s'est félicité de l'enlèvement du président constitutionnel d'Haïti par les Forces spéciales états-uniennes appuyées par une logistique française [3].], au motif que Jean-Bertrand Aristide aurait été un « prédateur de la liberté de la presse » ; un qualificatif étayé par une vision tronquée des événements qui visait à faire passer le président haïtien pour le commanditaire de meurtres de journalistes. Force est d'observer que, ce faisant, Reporters sans frontières soutenait médiatiquement une opération dans laquelle le

gouvernement français s'était fourvoyée, alors que ce même gouvernement français subventionnait l'association.

Le caractère idéologique des campagnes de Reporters sans frontières tourne parfois au ridicule. Ainsi, l'association s'est-elle indignée du projet de loi vénézuélien visant à soumettre les médias au droit général, mais elle ne s'est pas préoccupée du rôle du magnat de l'audiovisuel Gustavo Cisneros et de ses chaînes de télévision dans la tentative de coup d'État militaire pour renverser le président constitutionnel Hugo Chavez [4].

C'est en définitive à propos de Cuba que la polémique s'est cristallisée, tant il est vrai que RSF a fait de la dénonciation du régime castriste l'axe principal de ses campagnes. Selon l'association, les 21 journalistes emprisonnés dans l'île auraient été accusés abusivement d'espionnage au profit des États-Unis et seraient en réalité victimes de la répression gouvernementale. Pour lutter contre ce gouvernement, RSF a organisé diverses manifestations, dont une qui a mal tourné, le 14 avril 2003 devant l'ambassade de Cuba à Paris. Dans son enthousiasme, l'association a également troublé la session de la Commission des droits de l'homme, au siège de l'ONU à Genève. Ses militants avaient pris à partie la présidence libyenne de la Commission et molesté des diplomates. En conséquence, Reporters sans frontières a été suspendu pour un an de son statut d'observateur au Conseil économique et social (Ecosoc) de l'ONU. Robert Ménard n'a pas manqué de stigmatiser les dérives de cette commission, selon lui aux mains des spécialistes des violations des droits de l'homme. Pourtant, les sanctions à l'encontre de RSF ont été votées par des États parfaitement démocratiques comme l'Afrique du Sud, le Brésil ou le Bénin.

Interrogé par téléphone, Robert Ménard récuse les allégations selon lesquelles RSF aurait été acheté par l'argent de la NED/CIA [5] pour mener campagne contre Cuba. Il explique que l'association a demandé une subvention à l'Agence états-unienne pour venir en aide aux journalistes opprimés en Afrique et qu'elle a en définitive reçu seulement 40 000 dollars à la mi-janvier 2005. Dont acte.

Poursuivant la discussion, M. Ménard récuse également les accusations de notre collaborateur Jean-Guy Allard, par ailleurs journaliste à l'agence nationale Granma Internacional. Dans son ouvrage, *Le Dossier Robert Ménard. Pourquoi Reporters sans frontières s'acharne sur Cuba*, celui-ci relate les liens personnels étroits que le directeur exécutif de l'association entretient avec les milieux d'extrême droite anticastriste à Miami, notamment avec Nancy Pérez Crespo. Haussant la voix, il nous accuse de projeter des présupposés idéologiques sur les choses, alors que lui et son association s'astreindraient à la plus grande neutralité. Puis, il nous accuse d'accorder du crédit à de la « propagande communiste » (sic).

Vérification faite, Robert Ménard fréquente bien l'extrême droite de Miami et RSF est bien financé par le lobby anticastriste pour mener campagne contre Cuba. En 2002, Reporters sans frontières a signé un contrat, dont les termes ne sont pas connus, avec le Center for a Free Cuba, à l'issue duquel il a reçu une première subvention de 24 970 euros. Celle-ci a été augmentée à 59 201 euros pour 2003. Le montant 2004 n'est pas connu.

Le Center for a Free Cuba est une organisation créée pour renverser la révolution cubaine et restaurer le régime de Battista [6]. Elle est présidée par le patron des Rhums Bacardi, dirigée par l'ancien terroriste Frank Calzon, et articulée à une officine de la CIA, la Freedom House [7].

Le contrat signé avec le Center for a Free Cuba a été négocié en 2001 avec le responsable de l'époque de cette organisation : Otto Reich, le champion de la contre-révolution dans toute l'Amérique latine [8]. Le même Otto Reich, devenu secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental, fut l'organisateur du coup d'État manqué contre le président élu Hugo Chavez ; puis, devenu émissaire spécial du président Bush, il supervisa l'opération d'enlèvement du président Jean-Bertrand Aristide.

RSF, c'est 7 % de soutien aux journalistes opprimés et 93 % de propagande impériale états-unienne.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

Pour en savoir plus, lire *Le Dossier Robert Ménard. Pourquoi Reporters sans frontières s'acharne sur Cuba* par Jean-Guy Allard et Marie-Dominique Bertuccioli, Lanctôt éditeur (Québec), 12 euros.

[1] Les derniers comptes publiés sont ceux de 2003. Les comptes 2004 le seront ce mois-ci.

[2] La Fondation Soros a subventionné RSF en 2003 à hauteur de 70 378 euros. Sur cet organisme, voir : « **George Soros, spéculateur et philanthrope** », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[3] « **Coup d'État en Haïti** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 1er mars 2004 ; « **Jean-Bertrand Aristide, un an après** », entretien avec Claude Ribbe, *Voltaire*, 22 février 2005.

[4] « **Opération manquée au Venezuela** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

[5] « **La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[6] Sur l'ensemble du dispositif US, voir « **Les États-Unis en guerre de basse intensité contre Cuba** » par Philip Agee, *Voltaire*, 10 septembre 2003.

[7] « **Freedom House, quant la liberté n'est qu'un slogan** », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[8] « **Otto Reich et la contre-révolution** » par Arthur Lepic et Paul Labarique, *Voltaire*, 14 mai 2004.

Israël : vers un rééquilibrage entre Washington et Moscou

Analyse

Israël s'inquiète de sa place dans la stratégie états-unienne de remodelage du Proche-Orient depuis la fin de la Guerre d'Irak.

L'ancien chef du Mossad et ancien conseiller de sécurité nationale d'Ariel Sharon, Efraim Halevy, affirme dans une longue tribune publiée par *Ha'aretz* que les Israéliens doivent comprendre que la relation entre les États-Unis et leur pays a changé. Washington se prépare à occuper durablement le Proche-Orient et l'Irak n'est sans doute que le commencement. L'Arabie saoudite pourrait suivre. Aujourd'hui, l'évolution des relations israélo-palestiniennes ne dépend absolument pas des négociations entre les belligérants, mais des relations de Washington avec les exécutifs des deux pays et des intérêts politiques états-uniens. Si par le passé, Israël bénéficiait d'une grande autonomie et pouvait se permettre beaucoup de choses, aujourd'hui seuls les intérêts des États-Unis comptent et Tel-Aviv n'a plus son destin en main. L'analyste Patrick Seale n'est pas aussi affirmatif dans *Dar Al-Hayat* et *Gulf News*. S'il partage beaucoup des analyses d'Efraim Halevy, il diffère sur un point essentiel : si les États-Unis souhaitent bien dicter leur politique à Israël, ils font face à un obstacle en la personne d'Ariel Sharon. Celui-ci a bien compris ce qui était en train de se dérouler et il parie que les États-Unis n'oseront pas l'affronter tant que le retrait de Gaza ne sera pas effectué. Il faut donc profiter de ce moment pour développer l'emprise israélienne en Cisjordanie et imposer une situation de fait conforme aux vœux de Tel-Aviv. Ce point de vue est confirmé par l'interview accordée par le Premier ministre israélien au *Jerusalem Post*. S'il avoue à demi-mot avoir accepté le retrait de Gaza sous la

contrainte, il minimise les pressions états-uniennes contre l'extension des colonies : si Washington proteste effectivement contre ces développements, cela ne dépare pas de ses positions habituelles depuis 1968. Il n'y a rien de nouveau et il ne faut pas s'inquiéter. Ariel Sharon se montre ferme : les grandes colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie seront annexées en cas d'un accord final comme d'autres territoires. Ainsi, malgré les demandes de Washington, le Premier ministre ne compte pas changer de politique. Toutefois, il se montre rassurant pour sa population et affirme que ce n'est pas ces sujets de discordes qui viendront nuire aux bonnes relations israélo-états-uniennes. C'est toutefois dans ce contexte de tensions avec les États-Unis qu'Ariel Sharon accueille Vladimir Poutine en Israël. Il se montre à nouveau très accueillant pour le président russe, jouant de ses origines, mais demande à la Russie un rapprochement avec Tel-Aviv en retour.

Le Premier ministre israélien n'est pas seul dans cette entreprise de charme. En quelques jours, ce n'est pas moins que trois hauts responsables israéliens qui viennent défendre un rapprochement israélo-russe dans la presse russe. Le ministre des Affaires étrangères israélien Silvan Shalom, répond à une interview dans *Vremya Novostyey*, son prédécesseur Shimon Peres répond à *Novyie Izvestia* et enfin le député du Likoud Yuval Shteinitz à *Nezavissimaïa Gazeta*. Tous les trois développent un argumentaire étrangement similaire : de par les racines de nombreux citoyens israéliens, la Russie et Israël ont une proximité naturelle qui doit se développer encore et notamment dans le domaine commercial. Toutefois, les représentants israéliens s'inquiètent de la familiarité de la Russie avec la Syrie et l'Iran, ils appellent Moscou à renier ces liens et tentent de faire le rapprochement entre la lutte d'Israël contre la résistance palestinienne et l'action de la Russie en Tchétchénie. Compte tenu de la nouvelle attitude de Washington à son encontre et de la dépendance croissante d'Israël vis-à-vis du pétrole russe, il devient important pour Tel-Aviv de développer ses liens avec Moscou.

Réseau Voltaire

Efraim Halevy



Efraim Halevy est l'ancien chef du Mossad (1998-2003) et l'ancien conseiller de sécurité nationale d'Ariel Sharon.

« L'arrivée de la Pax Americana »

Source : Ha'aretz

Référence : « The coming Pax Americana », par Efraim Halevy, *Ha'aretz*, 22 avril 2005.

Bachar El Assad est arrivé au pouvoir en Syrie en raison de la mort prématurée de son frère. Il a remplacé tous les alliés de son père au poste clé par de nouveaux dirigeants, mais il les a également choisis dans la communauté allaouite. Il n'est donc pas plus en sécurité que son prédécesseur, car son pouvoir ne s'appuie que sur 20% de la population du pays. Au temps d'Hafez El Assad, la Syrie s'appuyait sur l'URSS puis, quand elle s'est effondrée, Damas a

choisi de soutenir Washington. C'est ainsi que la Syrie a été du côté états-unien lors de la Première Guerre du Golfe. En retour, Washington a joué les intermédiaires lors des négociations israélo-syriennes, toutefois ces négociations ont échoué. Bachar El Assad a choisi de suivre la politique inverse de celle de son père. Lors de la dernière guerre, il a soutenu l'Irak et Damas a permis à des milliers de combattants de traverser sa frontière. La Syrie s'est également rapprochée de l'Iran et est tellement intervenue au Liban qu'elle a réussi à s'opposer à sa traditionnelle alliée française. À cause de cette politique, Bachar El Assad pourrait bientôt perdre le pouvoir. Dans les mois à venir, le Liban sera au centre de l'attention internationale et les jours du régime allaouite sont comptés.

Il s'agit d'une conséquence de la nouvelle politique états-unienne dans la région. Toutefois, si la Syrie est une preuve de la sagesse de cette politique, le cas de l'Arabie saoudite est plus problématique. Les femmes y sont toujours privées de droit, le chômage est élevé et le gouvernement des 5000 princes nourrit le fondamentalisme. Pourtant, Washington ne parvient pas à construire une politique vis-à-vis de Riyad. L'une des inquiétudes des États-Unis, quand ils ont envahi l'Irak, était que le feu de la révolution ne s'étende pas à l'Arabie saoudite. Les États-Unis sont face à un dilemme : ils veulent une alimentation en pétrole continue, continuer à entretenir de bonnes relations avec l'Arabie saoudite mais ils savent que chaque jour qui passe sans réforme aggrave les risques de renversement des Séoud par un gouvernement extrémiste. Si les choses se détériorent, les États-Unis devront s'impliquer davantage et probablement que l'Irak ne sera pas le dernier pays à nécessiter une présence militaire. Tout semble indiquer que Washington devra rester longtemps dans la région.

Martin Indyk a proposé qu'une force d'interposition états-unienne s'installe entre Israël et l'Autorité palestinienne. **William Kristol** a rappelé de son côté que l'implication des États-Unis en Europe avait duré 60 ans et qu'au Proche-Orient elle pourrait durer une génération. Toutefois, la politique états-unienne repose sur une démocratisation ; or, toute instauration de démocratie dans les pays du Golfe entraînerait la chute des gouvernements, car ceux-ci reposent sur des minorités. À part l'Égypte et la Jordanie, peu de pays de la région ont une identité nationale dépassant l'identité tribale. Si une démocratisation avait lieu, ces pays seraient gouvernés par des entités tribalo-religieuses. La démocratisation ne permettrait pas à ces pays de lutter contre Al Qaïda. Ironiquement, le pays qui, toute proportion gardée, a les élections les plus libres est l'Iran, le pays qui est également le plus dangereux. Toutefois, ce pays est aujourd'hui isolé et tente de se soustraire d'une situation difficile par la tromperie. Mais les pays négociant avec lui sont méfiants et il y a de bonnes chances aujourd'hui d'endiguer la menace iranienne.

L'influence états-unienne se manifeste également dans le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui, on note qu'il n'y a pas vraiment de négociations entre Israéliens et Palestiniens, les négociations ont lieu entre Washington et chacun des deux camps. Les États-Unis sont l'arbitre exclusif de la situation et rien ne nous permet d'affirmer qu'à l'avenir ils ne privilégieront pas les options saoudiennes, égyptiennes ou palestiniennes dans le traitement du conflit, même si cela ne convient pas à Israël. Cela dépendra davantage de l'évolution de la région et des politiques états-uniennes, que des négociations entre belligérants. Notre destinée dépend des prochaines campagnes dans la région.

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« A quel point la crise israélo-états-unienne est-elle sérieuse ? »

Source : Dar Al-Hayat

, *Gulf News*

Référence : « How Serious is the U.S.-Israeli Crisis ? », par Patrick Seale, *Dar Al-Hayat*, 22 avril 2005.

« How serious is the American-Israeli crisis ? », *Gulf News*, 22 avril 2005.

Bien que des deux côtés, on fasse tout pour masquer les querelles, des tensions apparaissent dans la relation israélo-états-unienne. La principale source de friction est la poursuite de la colonisation en Cisjordanie, en violation de la "feuille de route". malgré les demandes de **George W. Bush**, **Ariel Sharon** continue les extensions de colonies.

Le Premier ministre israélien fait le pari que, compte tenu des crises suscités par le désengagement de Gaza, la Maison-Blanche n'osera jamais pousser trop loin ses demandes de peur que cela ne compromette le plan de retrait. Pourtant, les États-Unis veulent, en plus de Gaza, un démantèlement des 45 colonies illégales de Cisjordanie et appliquer la "feuille de route". or, Sharon refuse ces deux points. Au contraire, il s'appuie sur la situation pour développer la colonisation autour du Mur en Cisjordanie. Pour Sharon c'est une course contre la montre, il souhaite développer l'emprise israélienne sur les territoires au maximum avant le début de négociations. De son côté, Bush souhaite régler la question israélo-palestinienne pour effacer la guerre d'Irak. Sharon, lui, veut consolider l'avantage géostratégique israélien.

Israël a perdu **Paul Wolfowitz** au **Pentagone** et **Douglas J. Feith** devrait quitter ses fonctions cet été. À Washington on considère qu'Israël n'a plus de menace directe. Au contraire, on pense que les objectif de Washington serait plus facilement atteints si Israël normalisait ses relations avec les États arabes. L'Iran pourrait également renoncer plus facilement à son programme nucléaire si Israël acceptait de faire du Proche-Orient une zone dénucléarisée, comme le demande **Mohammed ElBaradeï**.

Ariel Sharon



Ancien général et ministre de la Défense israélien responsable des massacres de Sabra et Chatilla au Liban, Ariel Sharon est Premier ministre israélien.

« Sharon parle au Post »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Sharon speaks to the 'Post' », par Ariel Sharon, *Jerusalem Post*, 22 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Aux États-Unis, j'ai déclaré que l'atmosphère actuelle en Israël était proche de la guerre civile, mais cela ne veut pas dire que je pense qu'elle éclatera. Jusqu'à aujourd'hui, le dialogue avec les colons était impossible, mais maintenant que la question du référendum a été rejetée et que mon budget est adopté, les colons ont compris qu'il n'y aurait pas de retour en arrière possible et ils ont accepté de discuter. J'ai souvent expliqué aux dirigeants des colons les bénéfices pour la nation de ce désengagement, mais je ne les ai pas convaincus car ils ne souhaitent pas quitter Gaza.

J'ai passé un accord sur ce point avec les Américains, car je leur fait plus confiance qu'aux Palestiniens et nous nous sommes entendus sur le fait que le terrorisme devait totalement cesser pour que nous allions plus loin qu'un désengagement de Gaza. Si le terrorisme ne cesse pas, nous en resteront à ce seul retrait et si jamais des actes de terrorisme sont commis depuis Gaza, notre réponse dans ces territoires sera dure. Aujourd'hui, les États-Unis nous soutiennent dans notre souhait de nous défendre préventivement et de maintenir les grands blocs de populations israéliens dans notre territoire. Certes, Washington s'oppose à l'extension des colonies, mais il s'agit de la position traditionnelle des États-Unis depuis 1968 et notre différend sur ce point n'a pas mis à mal notre relation.

La frontière finale séparant Israël d'un État palestinien devra être sûre. Nous devons donner des territoires à l'ouest de la barrière de sécurité mais nous en conserverons à l'Est de cette limite. Toutefois, cela sera discuté lors des négociations finales ; en attendant, nous ne projetons de nous retirer d'aucun endroit en Cisjordanie.

Pour que la " **feuille de route** " soit appliquée, il faut un arrêt du terrorisme. **Mahmoud Abbas** y travaille, mais les résultats sont insuffisants. Il n'a pas mis fin à la production d'armes dans les territoires et ne s'est pas attaqué aux structures terroristes. Il existe encore des risques pour nous. Parce qu'il participe aux élections, on peut craindre que l'Union européenne ne cesse de considérer le **Hamas** comme une organisation terroriste. Pour ma part, je pense que ce groupe reste une organisation terroriste, même avec des élus au parlement.

Je suis optimiste pour l'avenir, il y a des progrès depuis la mort de **Yasser Arafat**. Nous travaillons avec Abbas mais les États-Unis ne nous force pas à faire de concessions. Pourtant, nous savons que nous devons faire des sacrifices difficiles. Toutefois, je ne sacrifierai jamais la sécurité d'Israël, ni le berceau de l'État juif, nous n'abandonnerons jamais Hebron. Les colons doivent le comprendre et ils doivent quitter leur foyer à Gaza pour le bien du plus grand nombre. Si nous ne quittons pas Gaza, nous serons soumis à de grandes pressions et ce sont toutes les colonies qui seront en danger.

Lors de la venue de Poutine en Israël, nous discuterons de toute une série de questions allant de l'antisémitisme en Russie aux ventes d'armes dans la région. La Russie est un pays de 147 millions d'habitants, à ce niveau c'est plus un continent qu'un pays. Il a un grand potentiel également du fait de ses ressources naturelles et c'est quelque chose que j'ai bien compris.

Aujourd'hui, l'Iran développe des armes nucléaires mais ce n'est pas un problème palestinien, c'est un problème mondial et nous n'avons pas à le régler seul. L'Iran est un pays où les modérés parlent de détruire Israël et qui soutient le terrorisme. Avec la Syrie et le Hezbollah, ils menacent Abu Mazen.

Silvan Shalom



Silvan Shalom est le ministre des Affaires étrangères d'Israël et vice-Premier ministre.

« Israël pose deux conditions à la Russie »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Silvan Shalom, *Vremya Novostyey*, 20 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le volume des échanges commerciaux entre nos deux pays est de 1,3 milliards de dollars, sans tenir compte de la coopération dans le domaine pétrolier. C'est plus que le volume d'échange entre la Russie et tous les pays arabes réunis. Avec le président **Vladimir Poutine**, nous allons discuter de l'allègement des démarches pour le visa touristique vers Israël pour les Russes, des rapatriements de Russes qui continuent. Nous allons aussi aborder le problème du terrorisme et des pays qui le soutiennent. Nous saluons la décision russe d'appeler la Syrie à retirer ses troupes du Liban, conformément à la résolution 1559 de l'ONU. Si Israël a demandé à la Russie de ne pas vendre de missiles " Strelts " aux Syriens, c'est que ce pays continue à soutenir le terrorisme. La Syrie soutient ouvertement le **Hamas**, le Jihad Islamique et le mouvement terroriste iranien du Hezbollah.

Pour jouer un rôle dans le processus de paix au Proche-Orient, la Russie devra remplir deux conditions : soutenir des politiciens raisonnables et une diplomatie favorisant la paix, et lutter contre les extrémistes qui considèrent toujours Israël comme leur " ennemi sioniste ". **Mahmoud Abbas** ainsi que les dirigeants égyptiens et jordaniens sont raisonnables, alors que la Syrie et l'Iran sont des pays extrémistes. Depuis un an et demi ou deux, l'Iran possède des missiles de moyenne portée capables d'atteindre l'Europe et la Russie. Nous souhaitons que la Russie fasse en sorte que l'Iran n'accède pas à l'arme nucléaire.

Le Département d'État états-unien a estimé que l'antisémitisme a pris un caractère inquiétant en Russie et en Biélorussie, mais en fait c'est dans toute l'Europe. L'exemple le plus frappant a été la lettre de députés de la Douma demandant l'interdiction des organisations juives. Je ne sais rien concernant Vladimir Goussinsky et **Leonid Nevzlin** qui sont l'objet d'un mandat d'arrêt international et qui vivent en Israël. Malgré les divergences politiques, plus d'un million d'Israéliens ont des racines russes et nous sommes spirituellement proches. Nous espérons que la visite de Poutine chez nous et la participation de

Moshé Katzav aux commémorations du 9 mai à Moscou rapprocheront encore plus nos deux pays.

Shimon Peres



Prix Nobel de la paix en 1994, Shimon Peres est ancien Premier ministre israélien (1995-1996) et ancien ministre des Affaires étrangères. Il est l'actuel chef du parti travailliste et député à la Knesset.

« Je choisis l'âme russe »

Source : Novyie Izvestia

Référence : « », par Shimon Peres, *Novyie Izvestia*, 25 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La visite de **Vladimir Poutine** est une première, celles de **Eltchine** et **Gorbatchev** n'étaient pas gouvernementales. Cela témoigne du changement de l'attitude politique russe au Proche-Orient. Nous fermons une page de notre Histoire et en ouvrons une autre où figure la Russie, avec sa volonté de paix sans position unilatérale. C'est le régime communiste qui est tombé avec l'effondrement de l'URSS, pas la Russie. Elle demeure un État riche en ressources, au potentiel énorme. Après une période difficile, la Russie panse les plaies de ses erreurs, mais elle est en voie de rétablissement, c'est une question de temps. Les relations russo-israéliennes sont particulières, pas seulement parce qu'une partie de notre population vient de là-bas. Si je devais choisir entre le pouvoir de la raison anglo-saxonne et le pouvoir de l'âme russe, je choisirais l'âme russe. Je connais **Sharon** depuis 60 ans, nous avons toujours considéré que la création d'un État palestinien est incontournable. Les négociations de paix se font toujours de deux côtés, avec l'adversaire et avec son propre peuple. Aujourd'hui le peuple nous demande pourquoi nous faisons des concessions, mais sans cela il est impossible d'avancer. En Palestine nous avons gagné, mais nous évacuons car nous ne voulons pas être des envahisseurs. Il n'y a rien de définitif en politique mais l'Histoire ne revient pas en arrière.

Nous souhaitons que le problème du nucléaire en Iran soit résolu par le monde entier. Nous ne souhaitons pas la création d'une nouvelle zone de conflit. De nos jours, l'espace qui sépare les pays n'est plus géographique mais balistique. Le plus grand danger serait de voir des missiles à tête nucléaire entre les mains de régimes odieux. Israël ne cache pas qu'elle voit en l'Iran une grande menace pour le monde entier et pour elle-même. Pour ce qui est d'éventuelles mesures militaires de notre part, je dois préciser qu'il ne faut pas beaucoup d'effort pour commencer une guerre, mais qu'il en faut beaucoup pour l'arrêter.

Aujourd'hui le monde n'est plus divisé entre Est et Ouest ou entre Nord et Sud, mais entre terreur et anti-terreur. Il est désormais évident pour tout le monde que de la Tchétchénie à l'Irak, il s'agit d'un front antiterroriste commun. Nous n'avons pas d'autre choix que de faire face ensemble à la menace internationale.

Yuval Shteinitz



Yuval Shteinitz est député israélien du Likoud et président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset. Représentant de l'aile la plus dure de son parti, il s'était prononcé pour le bannissement de Yasser Arafat et la dissolution de l'Autorité palestinienne.

« Poutine va renforcer le processus de paix au Proche-Orient »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « », par Yuval Shteinitz, *Nezavissimaïa Gazeta*, 21 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nos deux pays ont les mêmes intérêts et sont victimes des mêmes menaces. Un cinquième de la population israélienne est originaire d'ex-URSS. C'est la culture russe qui a eu la plus grande influence sur la culture israélienne. Tout cela pour dire que nos relations gouvernementales sont basées sur des contacts humains. Le fait que **Vladimir Poutine** visite aussi l'Autorité palestinienne et l'Égypte lors de sa tournée ne soulève aucun mécontentement en Israël. Nous sommes en paix avec l'Égypte et Poutine appelle les Palestiniens à combattre le terrorisme. Si, en plus, la Russie est prête à accorder une aide financière, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Je suis moins optimiste qu'après la mort de **Yasser Arafat**. Il avait été proposé de désarmer le **Hamas** et le Jihad Islamique avant le cessez-le-feu. Comme promis, nous évacuons le secteur de Gaza. La violation par les Palestiniens du premier point de la " feuille de route " peut cependant nous amener à agir à nouveau contre les terroristes, si la direction palestinienne continue à les couvrir.

Les relations de la Russie avec l'Iran et la Syrie étaient au centre de notre rencontre avec **Sergueï Lavrov**. Nous sommes persuadés que l'Iran espère passer aux travers des obstacles dressés par les États-Unis, par la Russie, l'Union européenne et l'**Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA)** pour terminer dans quelques années son programme nucléaire. En ce moment, Téhéran prépare des missiles Shahab-5 dont la portée est de 5000 km. Tous les spécialistes vous diront qu'au-delà de 1500 km de portée, le seul intérêt est de pouvoir y placer des charges nucléaires. L'idéologie fondamentaliste du régime iranien est proche de celle d'Al Qaida et des extrémistes tchétchènes. Il est important de faire revenir les matières fissiles de Bushehr en Russie. Nous avons eu quelques signes positifs mais nous ne sommes pas tranquillisés. La Syrie nous inquiète, bien que nos interlocuteurs nous aient convaincus que les missiles vendus à Damas ne finiront pas entre les mains du Hezbollah.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
